

ASSEMBLÉE NATIONALE

5 avril 2019

TAXE SUR LES SERVICES NUMÉRIQUES - (N° 1838)

Commission	
Gouvernement	

Rejeté

AMENDEMENT

N° 156

présenté par

Mme Frédérique Dumas, Mme Magnier, Mme Lemoine, Mme Auconie, M. Guy Bricout, M. Brindeau, Mme de La Raudière, M. Demilly, Mme Firmin Le Bodo, M. Meyer Habib, M. Herth, M. Lagarde, M. Ledoux et Mme Sanquer

ARTICLE PREMIER

Après l'alinéa 65, insérer les trois alinéas suivants :

« Le montant de la taxe à acquitter par une entreprise redevable de cette taxe est réduit par l'imputation sur la taxe calculée en application du I d'un crédit de taxe correspondant à l'impôt sur les sociétés dû par cette même entreprise, soumise à cet impôt en application du I de l'article 209 ou par toute entreprise qui, en application de l'article 223 A, se sera constituée seule redevable de cet impôt avec les sociétés dont elle détient 95 % au moins du capital. Dans ce dernier cas, la société mère du groupe fiscal intégré selon les articles 223 A à 223 U sera seule redevable de la taxe prévue à l'article 299 à raison de l'ensemble des taxes dues par les sociétés membres du groupe fiscal intégré. Les sociétés filiales, membres du groupe fiscal intégré, verseront à la société mère la taxe due par chacune d'entre elle, sous déduction d'un crédit de taxe, correspondant à l'impôt sur les sociétés dont elles seraient redevables seules, si elles n'étaient pas intégrées.

« Le crédit de taxe ainsi calculé sera imputé dans la déclaration prévue au 1° du I de l'article 300 pour les redevables soumis à un régime réel d'imposition ou pour la société mère d'un groupe fiscal intégré et dans les conditions prévues aux 2° et 3° du même article pour les autres redevables.

« Le crédit de taxe qui excède le montant de la taxe calculée en application du I de l'article 299 et du premier alinéa du II de l'article 299 *quater* n'est ni remboursable, ni reportable. »

EXPOSÉ SOMMAIRE

Les acteurs de l'économie numérique français et européens, qui paient déjà leur part d'impôt sur les sociétés en France et dans les autres États de l'UE, s'inquiètent de la charge d'impôt supplémentaire que la taxe peut créer. Différentes solutions peuvent être envisagées afin d'en atténuer les effets négatifs sans que cette atténuation n'élimine pour autant l'intérêt du dispositif.

Cet amendement propose que le montant de l'IS déjà payé par le même contribuable puisse réduire, par le mécanisme de l'imputation, le montant de la taxe sur les services numériques due, dans la limite du montant de cette même taxe.

Cette option permet de neutraliser le risque de double imposition que représente la taxe sur les services numériques sans pour autant poser de problématique nouvelle vis-à-vis des conventions fiscales internationales.